VISION

La responsabilité sociale d'entreprises et l'éducation des enfants.

L'UE : UN « ENVIRONNEMENT STABLE » POUR RÉFORMER L'INVESTISSEMENT SOCIAL ?

Par Anton Hemerijck

Pour les hommes politiques voulant s'écarter de « l'hypothèse de marché efficace » déficiente, investir dans la politique sociale redonne une légitimité positive au rôle de l'État dans l'économie (mixte), renforce les normes de politique familiale, d'éducation et de services d'emploi, et intègre le tout dans un programme politique de croissance inclusive.

Au cours de la dernière décennie, la notion d'investissement social a gagné en popularité dans les débats sur l'avenir de l'État-providence. L'investissement social concerne l'investissement à long terme dans les politiques sociales. Il a reçu une approbation retentissante de la part de la Commission européenne dans son « Train de mesures sur les investissements sociaux en faveur de la croissance et de la cohésion » en 2013. Dans ce document de politique, la Commission a exhorté les États membres de l'UE à promouvoir des stratégies post-crise de réforme de l'aide sociale permettant de « préparer » les individus, les familles et les sociétés à répondre à la nature changeante des risques sociaux dans les économies avancées, en investissant dans les capacités humaines de la petite enfance à la vieillesse, plutôt que de mener des politiques qui ne font que « réparer » le malaise social après des périodes de crise économique ou personnelle. Des exemples d'investissements sociaux portent sur des hausses de dépenses liées à la politique de l'enfance et à la famille, les congés parentaux et les politiques actives du marché du travail.

Intérêt croissant pour l'investissement social

Il y a également des preuves que le vent tourne quant à la réflexion sur l'investissement social. Par exemple, l'OCDE et la Banque mondiale, qui étaient les défenseurs des « réformes structurelles » néolibérales, soutiennent aujourd'hui que des politiques d'aide sociale axées sur l'investissement social et bien calibrées stimulent la croissance, l'emploi, la productivité et la protection sociale pour tous.

En ce qui concerne l'avenir, l'Europe a grandement besoin d'une stratégie de croissance économiquement viable, politiquement légitime et considérée comme socialement juste. Cependant, compte tenu de l'ampleur du malaise suscité par la crise de la dette souveraine et de l'expérience lugubre de la réforme de l'investissement social en Europe méridionale avant la crise de l'euro, il n'y a pas de solution miracle.

Pour que les priorités de la politique d'investissement social survivent politiquement dans les temps difficiles qui s'annoncent, l'UE doit, avant tout, rompre avec l'héritage politique qui consistait à reléguer la réforme de l'investissement social pour être « au service » du néolibéralisme - ce qui est avisé lorsque l'économie se développe, mais interdit dans les moments critiques.

Les institutions de l'UE peuvent jouer un rôle de soutien

L'UE devrait être considérée comme une union des États-providence nationaux et non comme une union sociale. Le rôle des institutions de l'UE est de fonctionner comme un « environnement stable » dans lequel les États-providence nationaux peuvent prospérer. La notion d'« environnement stable » se réfère à des zones de résilience, basées sur des valeurs partagées et un but commun accompagné d'institutions compétentes, en période d'adaptation douloureuse. La fonction d'un « environnement stable » est d'atténuer le stress, mais aussi de maintenir la pression pour se mobiliser, plutôt que de submerger ses membres, et soutenir les progrès réalisés sur les problèmes difficiles.

Réduire les politiques d'investissement social du Pacte de stabilité et de croissance ?

Je propose concrètement de réduire les politiques d'investissement social, dans le domaine du stock de capital humain, des critères budgétaires du Pacte de stabilité et de croissance et du Pacte budgétaire, afin de dégager l'espace budgétaire nécessaire dans une limite de 1 à 2 % du PIB pour la prochaine décennie. Une étroite surveillance s'impose dans le cadre du semestre européen en termes d'alignement efficace sur la réglementation du marché du travail et les relations qui facilitent la transition vers le marché du travail pour les individus et les familles et une solide réforme de la sécurité sociale (universelle) dans les États membres de l'euro. Pour les pays qui ont des difficultés à s'engager à équilibrer leur budget sans piétiner leurs engagements sociaux nationaux, ces exemptions pourraient favoriser des gains immédiats dans la petite enfance, l'emploi des femmes, l'amélioration de l'équilibre travail-vie privée et la réduction des taux de décrochage scolaire, avec des résultats positifs à moyen terme dans l'emploi, le niveau de scolarité et la maîtrise des coûts des régimes de retraite.

Sur le plan politique, cela nécessiterait que l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Autriche et la Finlande descendent de leurs « grands chevaux » d'austérité. La raison politique fondamentale pour laquelle le paradigme de l'investissement social ne peut plus être rejeté en tant que politique présente « quand tout va bien » est que la stagnation économique, le chômage élevé (chez les jeunes) ainsi que la pauvreté et les inégalités croissantes font le terreau du populisme xénophobe, du Brexit et de Trump, et... la disparition de l'UE.

> AUTEUR
Anton Hemerijck est professeur de science politique et sociologie à l'Institut universitaire européen de Florence. Il a écrit de nombreux ouvrages et articles sur la politique d'aide sociale et la relation et la réglementation de l'emploi, la politique et l'économie européennes. Publication récente :The Uses of Social Investment (Oxford University Press 2017)